



Numéro PPQ/

vendredi 14 octobre 2016

Les grands titres:

- Haïti : l'ONU juge urgent d'agir rapidement pour éviter une propagation du choléra après Matthew
- ENTRETIEN - António Guterres : "Je m'engage à faire de mon mieux au service des nobles causes et valeurs de l'ONU"
- Burundi : le Conseil de sécurité se dit inquiet de l'absence de progrès pour résoudre la crise politique
- Le HCR se félicite de la décision de la France de fermer la « jungle » de Calais
- Nigéria : Ban Ki-moon se félicite de la libération de 21 jeunes filles de Chibok
- Centrafrique : l'ONU appelle les groupes armés à la retenue
- Cinq enfants sur six âgés de moins de deux ans ne reçoivent pas un apport nutritionnel suffisant, selon l'UNICEF

Haïti : l'ONU juge urgent d'agir rapidement pour éviter une propagation du choléra après Matthew



Le cyclone Matthew début octobre 2016 a causé d'importantes destructions en Haïti. Photo Logan Abassi/MINUSTAH

14 octobre - Le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a jugé vendredi qu'il était urgent d'agir rapidement en Haïti pour éviter une propagation du choléra après les dégâts causés par le cyclone Matthew et qu'il fallait également mettre en œuvre une nouvelle approche sur le long terme face à cette maladie dans ce pays.

« Les réseaux d'eau et d'assainissement dans les zones touchées par l'ouragan ont été détruits. Il faut agir rapidement pour éviter une crise de santé publique, principalement en raison d'une nouvelle propagation du choléra », a dit M. Eliasson, lors d'un exposé devant les Etats membres des Nations Unies sur cette nouvelle approche.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), grâce à de l'argent octroyé par le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), a envoyé des équipes d'intervention rapide dans les zones affectées par l'ouragan pour contrôler la propagation de la maladie. De son côté, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a envoyé un million de vaccins contre le choléra.

Selon le Vice-Secrétaire général, le risque élevé de choléra rend la nouvelle approche élaborée par les Nations Unies « d'autant plus urgente ».

« Nous connaissons trop bien le lourd tribut du choléra en Haïti. Nous devons stopper cette maladie de toute urgence », a-t-il ajouté. « Au-delà de l'intervention d'urgence, nous devons soutenir les programmes et les solutions durables qui réduisent la vulnérabilité et renforcent la résilience ».

La nouvelle approche de choléra comprend deux pistes de travail, a-t-il précisé.



La première consiste à intensifier les efforts pour traiter et éliminer le choléra, ainsi que pour améliorer l'accès à long terme à l'eau potable et à l'assainissement. « Nous devons renforcer la résilience à la maladie et, ce qui est le plus important, mettre fin aux décès », a déclaré M. Eliasson.

La deuxième piste de travail vise à élaborer une proposition d'assistance matérielle aux Haïtiens les plus touchés par le choléra après le début de l'épidémie en 2010. « Le Secrétaire général a l'intention de présenter une proposition à ce sujet à l'Assemblée générale avant de quitter ses fonctions », a expliqué le Vice-Secrétaire général. Le mandat de Ban Ki-moon s'achève le 31 décembre 2016.

« Nous nous engageons à discuter de cette proposition avec les Haïtiens, à la fois le gouvernement et les personnes les plus touchées par le choléra. Nous avons dû ajuster le calendrier des consultations et la présentation du Secrétaire général à l'Assemblée générale aux nouvelles réalités causées par l'ouragan », a-t-il ajouté.

« Il s'agit du peuple haïtien. Et c'est la bonne chose à faire pour le peuple haïtien. C'est également la bonne chose à faire pour notre organisation et pour notre capacité à continuer à faire le bien dans le monde entier, souvent dans des environnements très difficiles. J'espère que vous êtes d'accord sur le fait qu'il s'agit d'une responsabilité morale collective de l'ensemble de l'Organisation », a encore dit M. Eliasson.

Il a précisé que le financement total jugé nécessaire pour les deux pistes de travail est évalué à plus de 400 millions de dollars au cours des deux prochaines années.

ENTRETIEN - António Guterres : "Je m'engage à faire de mon mieux au service des nobles causes et valeurs de l'ONU"



António Guterres en 2015 (archives). Photo HCR/Jean-Marc Ferré

14 octobre - Lors d'un entretien avec la Radio des Nations Unies, le Secrétaire général de l'ONU désigné, António Guterres, dont la nomination a été confirmée jeudi par l'Assemblée générale des Nations Unies, a abordé les questions prioritaires auxquelles il entend s'attaquer dès sa prise de fonctions, le 1er janvier prochain.

« Je m'engage à faire de mon mieux au service des nobles causes et valeurs de l'ONU », a déclaré lors de cet entretien l'ancien patron du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au sujet de son futur mandat de Secrétaire

général.

Après avoir rendu hommage au personnel des Nations Unies, António Guterres a estimé que l'absence de paix est le problème le plus dramatique auquel est confronté le monde actuellement, avec une multiplication des conflits et une difficulté à prévenir les conflits.

Aussi, la recherche d'une diplomatie en faveur de la paix, sera l'une des premières priorités du mandat du nouveau Secrétaire général. Cela dépendra beaucoup des États Membres car le chef de l'ONU a des capacités limitées, a souligné M. Guterres, qui a également mis en garde contre le danger de l'impact de ces conflits sur la sécurité mondiale.

Pour l'ancien chef du HCR, le principal défi est d'être sûr que l'ONU soit plus efficace pour servir les peuples du monde. Il faut également relever les défis du changement climatique et mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le climat, mais aussi les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030, sans oublier les droits de l'homme.

S'agissant du rôle des femmes, António Guterres, a estimé qu'il faut garantir l'autonomisation des femmes dans le monde et s'assurer de l'égalité entre les sexes au sein de l'Organisation. Aussi, en conséquence, le Vice-Secrétaire général de l'ONU sera une femme, a-t-il dit.

L'ancien Premier Ministre portugais s'est inquiété de voir récemment une détérioration de la protection des réfugiés dans de nombreuses régions du monde. Il a mis en avant la tenue en septembre, à New York, du Sommet sur les réfugiés et les migrants et a souhaité que de telles réunions permettent d'inverser la tendance. Il faut s'assurer que les pays, non seulement respectent le droit, mais assument leurs obligations internationales par rapport aux migrants qui fuient des conflits, a-t-il fait valoir.

António Guterres a estimé que les pays doivent appréhender la migration dans sa dimension humaine et la considérer comme une opportunité et une solution aux problèmes que rencontre le monde. Il a déploré les trafics d'êtres humains qui prospèrent en raison de l'absence de coopération entre les pays.

Burundi : le Conseil de sécurité se dit inquiet de l'absence de progrès pour résoudre la crise politique



Des réfugiés burundais dans un camp à Lucenda, en République démocratique du Congo (archives). Photo PAM/Leonora Baumann

14 octobre - Le Conseil de sécurité s'est déclaré vendredi inquiet de la situation politique au Burundi, en particulier de l'absence de progrès pour mettre en oeuvre sa résolution 2303, adoptée en juillet cette année.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont une nouvelle fois demandé à toutes les parties prenantes au Burundi d'éviter toute action qui menacerait la paix et la stabilité dans le pays et fragiliserait le dialogue inter-burundais.

Le Conseil de sécurité a demandé au Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention des conflits, y compris au Burundi, Jamal Benomar, qui a fait un exposé de la situation devant le Conseil lors de consultations à huis-clos jeudi, de se rendre au Burundi pour rencontrer notamment les autorités au sujet de la mise en oeuvre de la résolution 2303.

« Les membres du Conseil de sécurité ont demandé au gouvernement du Burundi de faire progresser sa coopération avec le Conseiller spécial pour développer, de manière consensuelle, un plan et un calendrier pour la mise en oeuvre de la résolution, et de continuer à coopérer étroitement avec l'équipe des Nations Unies sous la responsabilité du Conseiller spécial en vue de parvenir à un règlement pacifique de la crise », a souligné le Conseil de sécurité dans sa déclaration à la presse.

Les membres du Conseil ont appelé les États de la région à contribuer à une solution pacifique à la crise au Burundi. Ils ont également exprimé leur préoccupation à propos de la situation humanitaire et des droits humains dans le pays.

Ils ont regretté la décision par le Burundi de suspendre toute coopération et collaboration avec le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), qui fournissait une assistance technique depuis 1995 pour renforcer l'état de droit. Ils ont souhaité qu'une solution rapide soit trouvée par le dialogue entre le HCDH et le gouvernement permettant au HCDH de reprendre ses activités.

A Genève, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a reçu l'Ambassadeur du Burundi jeudi pour exprimer sa préoccupation

concernant la décision du gouvernement.

Lors d'un point de presse vendredi, une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, a souligné que « depuis les 20 dernières années, le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Burundi a fourni une surveillance indépendante et une aide précieuse pour renforcer les institutions nationales chargées de la promotion et de la protection des droits de l'homme dans le pays ».

M. Zeid a également regretté la décision du gouvernement burundais de déclarer persona non grata trois experts indépendants de l'Enquête indépendante de l'ONU sur le Burundi établie par le Conseil des droits de l'homme.

M. Zeid a invité les autorités à reconsidérer leur décision et à continuer de travailler de manière constructive avec tous les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU.

Le HCR se félicite de la décision de la France de fermer la « jungle » de Calais



Une jeune résident dans la "jungle" de Calais, en France (archives). Photo HCR/Corentin Fohlen

14 octobre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est félicité vendredi de la décision annoncée par le Président français François Hollande ce mois-ci que le camp informel pour les réfugiés et les migrants à Calais, appelé la « jungle », serait fermé dans les prochains jours et que la population du camp serait transférée vers des centres où une aide appropriée leur sera fournie.

« Cette décision est bienvenue. Selon les autorités de Calais, environ 6.000 personnes vivent dans le camp. Il est essentiel qu'elles soient relocalisées de façon organisée et planifiée, et que des solutions pour un hébergement décent leur soit trouvées en France. Les personnes devront être informées préalablement au sujet du démantèlement du camp et les demandeurs d'asile, suffisamment informés pour pouvoir accéder rapidement aux procédures d'asile », a dit un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'un point de presse à Genève.

Selon l'agence onusienne, il est également essentiel de porter une attention spécifique à plus de 1.200 enfants non accompagnés ou séparés se trouvant aujourd'hui dans la « jungle ». « Leur intérêt supérieur doit être pris en compte, en préparant tout particulièrement leur transfert vers des centres de réception spécifiques afin d'assurer leur sécurité et leur bien-être après la fermeture du site de Calais », a dit le porte-parole.

Selon lui, il est important que ces enfants ne quittent pas les lieux par eux-mêmes en risquant d'être exploités par des passeurs ou de vivre dans la rue sans aucun soutien. Des mesures renforcées pour la réunification familiale avec des proches se trouvant en Europe doivent être mises en œuvre comme, par exemple, pour les 200 enfants non accompagnés se trouvant à Calais et identifiés comme ayant des proches au Royaume-Uni.

La « jungle » pose des problèmes depuis des années et le HCR a recommandé sa fermeture depuis longtemps déjà. « Les conditions de vie y sont déplorables, avec des abris de fortune, des infrastructures d'hygiène insuffisantes, des conditions d'insécurité et une pénurie de services essentiels », a déclaré le porte-parole.

Le HCR a félicité les autorités françaises d'avoir pratiquement doublé ces dernières années l'espace disponible dans les centres d'accueil pour les demandeurs d'asile en France, et a exhorté également le gouvernement à continuer d'augmenter le nombre des places.

Selon l'agence, un nombre de 20.000 places supplémentaires devrait assurer à tous les demandeurs d'asile et les réfugiés de bénéficier d'un hébergement décent pendant l'examen de leur demande d'asile.

Nigéria : Ban Ki-moon se félicite de la libération de 21 jeunes filles de Chibok



Des enfants jouent dans le cadre d'un programme de soutien psychologique alors que beaucoup d'entre eux souffrent de traumatismes causés par Boko Haram, au Nigéria. Photo UNICEF/Andrew Esiebo

14 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité vendredi des informations faisant état de la libération de 21 écolières de Chibok, au Nigéria, après plus de deux ans de captivité.

M. Ban « reste profondément préoccupé par la sécurité et le sort des écolières qui sont encore en captivité et des autres victimes d'enlèvement par Boko Haram », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général exhorte la communauté internationale à continuer d'appuyer le gouvernement du Nigéria dans ses efforts pour obtenir leur libération, leur réhabilitation et leur réinsertion », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a appelé à redoubler d'efforts pour garantir un accès humanitaire supplémentaire dans le nord-est du Nigéria et a réitéré l'engagement continu des Nations Unies à cet égard.

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, en sa qualité de Haut Représentant pour le Nigéria, continue de coopérer avec les autorités nigérianes et les partenaires internationaux sur cette question, a précisé le porte-parole.

Centrafrique : l'ONU appelle les groupes armés à la retenue



Des femmes et des enfants devant un centre de santé à Kaga Bandoro, dans le nord de la République centrafricaine. Photo UNICEF/Ronald de Hommel

14 octobre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a appelé vendredi tous les groupes armés en République centrafricaine à exercer un maximum de retenue à la suite d'une escalade de la violence à Kaga Bandoro, dans le nord du pays, au cours du mois écoulé.

« Il y a eu plusieurs incidents inquiétants depuis le 12 septembre, y compris des attaques contre des civils et des actes de violence contre des locaux d'ONG et des maisons du personnel humanitaire à Kaga Bandoro », a précisé une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, lors d'un point de presse à Genève.

Selon la porte-parole, le pire incident a eu lieu ce mercredi, quand plusieurs centaines d'ex-Séléka ont attaqué le camp d'Evêché accueillant des personnes déplacées ainsi que le bureau du préfet et un camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Mme Shamdasani a précisé que 18 civils et 12 ex-Séléka ont été tués, beaucoup d'autres ont été blessés, des maisons et des bureaux ont été incendiés et pillés et les déplacés ont été forcés de fuir.

Le HCDH a appelé tous les groupes armés et les dirigeants politiques, ainsi que ceux qui ont une influence sur eux dans le pays, d'assurer qu'il n'y aura pas de nouvelles violences. « Il doit y avoir une responsabilité individuelle et

judiciaire pour les personnes responsables de ces violences au cours du mois écoulé », a dit la porte-parole.

« Nous appelons tous les groupes armés à participer pleinement au processus de désarmement, démobilisation, réintégration et réhabilitation qui est une étape cruciale vers une paix durable dans le pays », a-t-elle ajouté. « Nous demandons également au gouvernement de garantir un espace politique inclusif où les préoccupations de toutes les communautés soient dûment prises en considération ».

Cinq enfants sur six âgés de moins de deux ans ne reçoivent pas un apport nutritionnel suffisant, selon l'UNICEF



Une mère tient son enfant qui mange de la pastèque à Niamey, au Niger. Photo UNICEF/Giacomo Pirozzi

14 octobre - Cinq enfants sur six âgés de moins de deux ans ne consomment pas suffisamment d'aliments nutritifs pour leur âge, ce qui les prive de l'énergie et des nutriments dont ils ont besoin au stade le plus décisif de leur développement physique et cognitif, d'après un nouveau rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

« Ce sont les nourrissons et jeunes enfants qui ont les besoins en nutriments les plus élevés au cours d'une vie. Cependant, l'organisme et le cerveau de millions de jeunes enfants n'atteignent pas leur plein potentiel en raison d'une alimentation insuffisante, à un stade trop tardif », a déploré la Conseillère principale pour la nutrition à l'UNICEF, France Begin. « À un si jeune âge, la malnutrition entraîne des lésions mentales et physiques irréversibles ».

Les données de l'UNICEF révèlent que les pratiques nutritionnelles inadaptées, notamment l'introduction tardive des aliments solides, les repas peu fréquents et le manque de diversité alimentaire, sont monnaie courante, et privent les enfants de nutriments essentiels à un âge où leur cerveau, leurs os et leur organisme en développement en ont le plus besoin.

Les résultats indiquent ainsi que les jeunes enfants reçoivent leurs premières cuillerées trop tardivement. En effet, un bébé sur cinq ne consomme pas d'aliments solides avant l'âge de 11 mois.

La moitié des enfants âgés de six mois à deux ans ne prennent pas le nombre minimum de repas recommandé pour leur âge, ce qui accroît le risque de retard de croissance.

Moins d'un tiers des enfants de six mois à deux ans reçoivent une alimentation diversifiée, définie comme la consommation d'aliments provenant d'au moins quatre groupes alimentaires chaque jour, et souffrent ainsi de carences en vitamines et minéraux.

Près de la moitié des enfants d'âge préscolaire souffrent d'anémie et la moitié seulement des enfants âgés de six à onze mois reçoivent des aliments d'origine animale, notamment du poisson, de la viande, des œufs et des produits laitiers, qui représentent une source essentielle de zinc et de fer.

Le coût élevé des aliments d'origine animale ne permet pas aux familles les plus pauvres d'améliorer l'alimentation de leurs enfants. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, seul un enfant sur six âgés de six à onze mois provenant de foyers défavorisés bénéficie d'un régime présentant une diversification minimale, contre un sur trois dans les foyers les plus aisés ;

Selon l'UNICEF, une meilleure nutrition chez les jeunes enfants permettrait de sauver 100.000 vies par an.

L'agence onusienne estime que les gouvernements et le secteur privé devront investir de façon plus massive et plus ciblée pour rendre les aliments nutritifs abordables et accessibles aux enfants les plus pauvres. Les transferts en espèces ou en nature aux familles vulnérables, les programmes de diversification des cultures et l'enrichissement des denrées alimentaires de base sont autant de mesures fondamentales pour améliorer la nutrition des jeunes enfants. Il est par ailleurs crucial de mettre en place des services de santé communautaires qui forment les responsables des foyers à de meilleures pratiques alimentaires, mais aussi de garantir un accès à l'eau salubre et à un système d'assainissement, absolument indispensables pour prévenir la diarrhée chez les enfants.

« Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre notre combat contre la malnutrition des jeunes enfants. Leur capacité à grandir, apprendre et contribuer à l'avenir de leur pays en dépend », a conclu Mme Begin.